

Le solaire et l'éolien sont au coude à coude



INTERVIEW - Daniel Bour est le président d'Enerplan, le syndicat des professionnels de l'énergie solaire. À l'heure de la COP21, il livre sa vision de ce grand rendez-vous et des grandes échéances qui attendent son industrie, dont la compétitivité touche désormais celle du solaire.

PUBLICITÉ

LE FIGARO. - Quel regard porte le professionnel des énergies renouvelables que vous êtes sur la COP21?

Daniel BOUR. - Pour m'être rendu au Bourget où se déroule la **COP21**, je suis d'abord frappé par l'atmosphère extrêmement stimulante qui y règne. Nous sommes en présence d'un formidable carrefour international où se croisent non seulement des délégations venues du monde entier mais aussi des profils extrêmement variés. Je constate également, et je m'en félicite, que les énergies renouvelables sont littéralement incontournables dans le cadre de cette conférence. C'est la preuve que les énergies vertes sont devenues un élément indissociable des grands enjeux climatiques. Je note encore le poids des ONG qui font partie intégrante des débats.

Précisément, dans quelle mesure les ONG sont-elles capables de peser sur les négociations internationales?

Les ONG, soulignait un observateur, jouent souvent sur un double registre, qui est à la fois celui de l'intelligence et de la bienveillance, voire de la bonté. Cette double dimension est évidemment très respectable mais on doit se demander si ce n'est pas le pragmatisme qui guide au premier chef l'attitude des États vis-à-vis des engagements climatiques. Les Anglo-Saxons nous en donnent un bon exemple: leurs entreprises sont prêtes à s'investir dans la lutte contre le réchauffement climatique, mais à la condition que cela soit synonyme de résultats sur le plan économique.



L'Afrique est aussi très présente dans le cadre de cette COP21. Quels sont les espoirs de ce continent d'accéder rapidement à de meilleures conditions énergétiques?

Quand ils expriment leurs besoins énergétiques, les pays africains mettent d'abord en avant leur nécessité de trouver un plan de financement. Certes, on peut débattre avec intérêt du meilleur «mix» énergétique pour ce continent, mais ces réflexions ne déboucheront sur rien de concret si les moyens ne sont pas débloqués pour construire les infrastructures. Les travaux sur l'énergie en Afrique portent au moins autant sur des questions financières que sur des problématiques industrielles ou d'équipement des habitations.

La COP21, dites-vous, est marquée du sceau des énergies renouvelables. Jusqu'à quel point le solaire et l'éolien sont-ils aujourd'hui concurrents, ou pas?

La géographie compte pour beaucoup. Au Danemark par exemple, la topographie des côtes et les vents qui vont avec favorisent l'implantation des éoliennes offshore. Dans le désert, c'est évidemment le soleil qui jouera un rôle prédominant. À noter que plusieurs pays développent aujourd'hui conjointement ces deux industries, quitte même à lancer des appels d'offres communs. Quant à la bataille des coûts, selon la terminologie utilisée, observons simplement que le prix du mégawattheure (MWh) solaire est descendu quasiment au même niveau que celui de l'éolien terrestre, aux alentours de 80 euros. Les deux énergies sont donc très compétitives par rapport aux sources traditionnelles de production d'énergie.

Quelles sont les perspectives de développement de l'énergie solaire en France?

À l'occasion de cette **COP21**, **Ségolène Royal** a pris des engagements forts en faveur du solaire. Ainsi le volume des appels d'offres devrait augmenter de manière substantielle, à hauteur de 1,5 gigawatt (GW) par an au cours des trois premières années. Déjà, au début de l'été, le président de la République avait annoncé le doublement des appels d'offres en cours, soit un passage de 400 à 800 mégawatts (MW) pour les projets de centrales au sol. Et un passage de 120 à 240 MW pour les moyennes toitures. Parallèlement, des schémas ambitieux sont assignés dans le cadre de la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), sur laquelle travaillent actuellement les pouvoirs publics. Nous espérons simplement que ce cap va être suivi dans les faits.